

DÉLIBÉRATION 2024-85
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 11 décembre 2024

L'accord d'attribution de droits de propriété intellectuelle

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'Éducation, notamment ses articles D741-9 à D741-11

Vu le Décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le code de la recherche, en particulier les articles L533-1 à L533-4,

Vu le Décret n° 2022-1474 du 24 novembre 2022, créant un Établissement Public Expérimental

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

L'accord d'attribution de droits de propriété intellectuelle est adopté à l'unanimité.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 22 membres

Le 11 décembre 2024

Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 22

Le Président
du Conseil d'Administration



Délibération : **adoptée.** refusée.

Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Accord de droits à la propriété intellectuelle (4 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 12/12/2024

Accord d'attribution de droits de propriété intellectuelle

des UNITES

UNIVERSITÉ DE RENNES

Entre

D'une part :

L'UNIVERSITE DE RENNES

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel expérimental dont le siège est Campus de Beaulieu, Bâtiment 1 A, 263 avenue du Général Leclerc, CS 74205 - 35042 RENNES.

n° SIRET 130 030 513 00019, code APE : 8542Z

représentée par son Président , Monsieur David ALIS

Ci-après désignée par « l'UNIVREN »

D'autre part, les établissements composantes de l'UNIVREN à savoir :

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE RENNES

Etablissement public à caractère administratif, dont le siège est 11, Allée de Beaulieu - CS 50837 - 35708 Rennes Cedex 7,

n° SIRET 19350077400016 – code APE: 8542Z,

représentée par sa Directrice, Madame Audrey SORIC

Ci-après désignée par « l'ENSC RENNES »

Et

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

dont le siège est situé Campus de Ker Lann, Avenue Robert Schuman, 35170 Bruz

N° SIREN 190.018.484, Code APE 8542Z,

représentée par son Président, Monsieur Pascal MOGNOL

Ci-après désignée par « l'ENS RENNES »

Et

L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE RENNES - INSA RENNES

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

dont le siège est situé 20, avenue des Buttes de Coësmes, CS 70839 35708 Rennes Cedex 7

N° SIRET 193.500.972.00016, Code APE 8542Z,

représenté par son Directeur, Monsieur Vincent BRUNIE

Ci-après désignée par « l'INSA RENNES »

Et

L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel – Grand Etablissement,
dont le siège est 15 avenue du Professeur Léon Bernard CS 74312, 35043 RENNES cedex
n° SIRET : 130 003 627 00010, code APE : 85.42Z
représentée par sa Directrice, Madame Isabelle RICHARD
Ci-après ci ci-après désignée par « l'EHESP »

Et

L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE RENNES

Établissement Public Administratif,
dont le siège est sis 104 Boulevard de la Duchesse Anne, 35 700 Rennes,
n° SIRET 193 523 172 00016,
représenté par son Directeur, Monsieur Pablo DIAZ,
Ci-après désigné par « SCIENCES PO RENNES »

L'ENSC RENNES, l'ENS RENNES, l'INSA RENNES, l'EHESP et SCIENCES PO RENNES sont ci-après désignés collectivement par les ETABLISSEMENTS et individuellement par l'ETABLISSEMENT

Les ETABLISSEMENTS et l'UNIVREN sont ci-après désignés individuellement par « PARTIE » et collectivement par les « PARTIES »

PREAMBULE

Par Décret n° 2022-1474 du 24 novembre 2022, il a été créé un Établissement Public Expérimental, l'UNIVREN, dont les ETABLISSEMENTS en sont des composantes.

Au regard des Articles 3 et 7 dudit décret, l'UNIVREN a en particulier pour mission la recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société, et également pour compétence de définir et mettre en œuvre la stratégie globale, portant en particulier sur la formation, la recherche et l'innovation, avec ses établissements-composantes. Les établissements-composantes contribuent à l'élaboration de la stratégie de l'UNIVREN dans toutes ses dimensions, et contribuent au rayonnement de la marque « Université de Rennes » ainsi qu'à sa valorisation.

Dans cette dimension, l'un des objectifs de l'UNIVREN est de donner de la visibilité à l'Etablissement Public Expérimental quant à l'attribution des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE des RESULTATS (l'ensemble de ces termes tels que définis dans l'article DEFINITIONS ci-après) en lui attribuant la quote-part de propriété des RESULTATS lui revenant et revenant le cas échéant aux ETABLISSEMENTS des UNITES (telles que définies dans l'article DEFINITIONS ci-après) de son périmètre quels que soient les employeurs des personnels inventeurs/auteurs et les tutelles de l'UNITE concernée étant entendu qu'a priori ce principe ne sera applicable qu'entre les PARTIES signataires du présent accord.

Pour réaliser cet objectif les PARTIES se sont rapprochées afin de définir un régime commun de propriété de leurs RESULTATS.

Pour ce faire, les PARTIES sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord a pour objet de définir un régime de propriété commun à tous les RESULTATS tels que définis ci-après dans l'article DEFINITIONS.

ARTICLE 2 - DEFINITIONS (par ordre alphabétique)

LES PARTIES conviennent de donner dans le présent accord, le sens qui suit aux termes ci-dessous dès lors qu'ils sont mis en majuscule, quel soit leur genre singulier ou pluriel, et ce y compris lorsque ces termes sont utilisés dans le préambule.

DECLARATION D'INVENTION : désigne le document déclaratif de tous résultats de recherche, propre à chaque PARTIE ou à la SATT OUEST VALORISATION, signé par le ou les inventeurs/auteurs et transmis aux PARTIES employeurs.

DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE : désignent tout droit de propriété afférent à un RESULTAT y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle, dont un ETABLISSEMENT est ayant droit, propriétaire ou copropriétaire, incluant, sans limitation :

- les inventions non brevetées, les demandes de brevets et tous brevets et droits en découlant, les modèles, les dessins, les certificats d'obtention végétale, les droits liés aux bases de données, les droits d'auteur (incluant, sans limitation, le droit des logiciels, les codes informatiques et toute forme de propriété intellectuelle similaire), les circuits intégrés, les marques élaborées dans la perspective de la valorisation d'un RESULTAT d'un ETABLISSEMENT, les droits associés à un nom de domaine élaborés dans la perspective de la valorisation d'un RESULTAT d'un ETABLISSEMENT;
- les droits de propriété corporelle sur le matériel biologique et chimique.

FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE : désignent les frais, notamment facturés par le cabinet de propriété industrielle en charge des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, par ses correspondants étrangers ou par la société de services en charge du paiement des taxes de maintien, ou par le personnel d'une SATT s'il était amené à participer directement à la rédaction des brevets, ou d'autres parties (agences, notaires) engagés pour les opérations d'analyse de brevetabilité, de préparation, d'enregistrement, de dépôt, d'extension, de délivrance, de défense devant un Office des brevets ou de toute partie impliquée et de maintien en vigueur des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, toute action de sécurisation du SAVOIR-FAIRE (par exemple sous enveloppe Soleau) ou des logiciels ou des bases de données (par exemple auprès de l'Agence de Protection des Programmes).

INVESTISSEMENT : désigne le financement par la SATT OUEST VALORISATION des frais de propriété intellectuelle et/ou de l'accompagnement d'un programme de maturation en vue d'en assurer le transfert au profit de la société et des montants forfaitaires versés, par la SATT OUEST VALORISATION aux PARTIES, lors de la signature de contrats de transfert ou de contrats de cession de titres de propriété intellectuelle.

MANDATAIRE PI : désigne l'établissement public copropriétaire mandaté par les autres établissements publics copropriétaires pour prendre en charge la gestion et la valorisation des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ou des SAVOIR-FAIRE, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le MANDATAIRE PI est désigné aux termes des conventions conclues entre des établissements et

L'UNIVREN impliqués dans chaque UNITE, dites conventions de mixité, conventions de site ou convention de partenariat (ci-après les « CONVENTIONS CADRES »), issus de l'UNITE concernée à compter de la date d'entrée en vigueur desdites CONVENTIONS CADRES, sauf accord contraire conclu au cas par cas pour un DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ou un SAVOIR-FAIRE ou un contrat défini.

Par exception lorsqu'aucune CONVENTION CADRE désignant notamment un MANDATAIRE PI n'a été conclue à la DATE DE SIGNATURE du présent accord telles que définie à l'article 5 ci-dessous et pendant la durée du présent accord, ou n'est pas applicable compte tenu du contexte d'obtention du RESULTAT (UNITE propre, plusieurs UNITES concernées, ...), il est convenu ce qui suit :

- le MANDATAIRE PI sera celui applicable en application de l'Article L.533-1 ainsi que les articles D533-2 et suivants du code de la Recherche ou tout texte qui viendrait s'y substituer.

RESULTATS : désignent les résultats de recherche d'une UNITE dont une PARTIE est ayant droit, propriétaire ou copropriétaire, le cas échéant avec des tiers, et qui présentent un potentiel de valorisation auprès de partenaires socio-économiques, à savoir :

- (a) les inventions brevetables ou non brevetables, brevetées ou non brevetées, les modèles, les dessins, les bases de données, les droits d'auteur (incluant, sans limitation, des logiciels, les codes informatiques, les circuits intégrés), les SAVOIR-FAIRE, les marques élaborées dans la perspective de la valorisation d'un RESULTAT d'un ETABLISSEMENT, des données confidentielles ;
 - (b) le matériel biologique, et chimique valorisable ;
- et qui font l'objet d'une DECLARATION D'INVENTION.

REVENUS D'EXPLOITATION : désignent toutes sommes de toute nature perçues au titre de toute exploitation, hors collaboration de recherche, des RESULTATS, et notamment :

- les sommes forfaitaires,
- les minima garantis,
- les redevances et toute somme de même nature,
- les revenus versés au MANDATAIRE PI, pour donner suite à une conciliation ou une action en justice à l'encontre d'un contrefacteur des RESULTATS, déduction faite des frais de procédure, y compris les frais d'avocat, engagés.

SATT OUEST VALORISATION : désigne la société dénommée SATT OUEST VALORISATION, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 000 Euros, Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes le 26/07/2012, N° SIRET : 75300061100016, code APE : 7490B, dont le siège social est situé 14 C rue du Pâtis Tatelin 35 700 Rennes, dont le représentant légal est son Président, Monsieur Vincent LAMANDE.

SAVOIR-FAIRE : désigne l'ensemble des informations pratiques non brevetées résultant de l'expérience et testées, qui est :

- i. secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
- ii. substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la réalisation de travaux de R&D et/ou toute exploitation industrielle et/ou commerciale ;
- iii. identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

UNITE(S) : désigne une ou plusieurs unité(s) de recherche, ou unité(s) d'appui et de recherche, ou laboratoire(s) de recherche, ou équipe(s), ou département(s) de recherche, ou service(s) ou plate-forme(s) dont les PARTIES sont définies comme tutelles principales ou secondaires.

ARTICLE 3 – REGIME COMMUN D'ATTRIBUTION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DU SAVOIR-FAIRE

- Concernant les RESULTATS, les ETABLISSEMENTS s'engagent à renoncer aux DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE détenus seuls ou en copropriété et renoncent à protéger en leurs noms les SAVOIR-FAIRE et à enregistrer en leurs noms les noms de domaine élaborés dans la perspective de la valorisation d'un RESULTAT d'un ETABLISSEMENT.

En conséquence :

- Les ETABLISSEMENTS renoncent à être déposant ou co-déposant de toute demande de titre de propriété industrielle pour permettre un dépôt de la demande de protection uniquement au nom de l'UNIVREN des RESULTATS protégeables au titre de la propriété industrielle (brevet, marque élaborée dans la perspective de la valorisation d'un RESULTAT d'un ETABLISSEMENT, etc.) ;
- Les ETABLISSEMENTS renoncent à consigner en leur nom les SAVOIR-FAIRE. En cas d'obtention de SAVOIR-FAIRE, le dépôt pour consigner le contenu du SAVOIR-FAIRE (enveloppe Soleau ou autre) sera effectué uniquement au nom de l'UNIVREN ;
- Les ETABLISSEMENTS renoncent à être titulaire de toute demande d'enregistrement d'un nom de domaine élaboré dans la perspective de la valorisation d'un RESULTAT d'un ETABLISSEMENT, étant entendu que la demande d'enregistrement sera effectuée uniquement au nom de l'UNIVREN ;
- Les ETABLISSEMENTS cèdent à l'UNIVREN, l'ensemble des droits patrimoniaux d'auteur sur les RESULTATS logiciels générés ; ladite cession intervient ab initio, au fur et à mesure de l'obtention desdits logiciels, pour toute la durée de protection par le droit d'auteur et pour tous pays où pareille protection est retenue, sans limitation d'étendue, ni de destinations. Le dépôt pour consigner le contenu du RESULTAT logiciel (dépôt à l'agence pour la protection des Programmes ou autre) sera effectué au nom de l'UNIVREN ;
- Les ETABLISSEMENTS cèdent à l'UNIVREN, l'ensemble des droits de producteurs des bases de données sur les RESULTATS ; ladite cession intervient ab initio, au fur et à mesure de l'obtention desdites bases de données, pour toute la durée de protection par le droit des producteurs de base de données et pour tous pays où pareille protection est retenue, pour tous les droits pouvant être détenus par un producteur de bases de données dans les territoires considérés. Le dépôt pour consigner le contenu du RESULTAT constitutif d'une base de données (dépôt à l'Agence pour la Protection des Programmes ou autre) sera effectué uniquement au nom de l'UNIVREN.

Il est entendu entre les PARTIES que les principes énoncés ci-dessus sont sans préjudice des droits que des tiers pourraient avoir au titre du droit applicable ou de conventions signées avec lesdits tiers pouvant leur donner droit à une quote-part sur les DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ou le SAVOIR-FAIRE issus des RESULTATS.

Les ETABLISSEMENTS s'engagent à obtenir de la part de leur personnel toute signature nécessaire à la protection ou la consignation des RESULTATS. Par ailleurs, chaque PARTIE reste en charge de l'intéressement de ses personnels en tant qu'inventeur ou auteur conformément aux textes en vigueur

(au jour de la signature du présent accord, intéressement aux produits tirés de l'exploitation des RESULTATS lorsqu'ils sont visés par les textes en vigueur notamment invention, logiciel et certificat d'obtention végétale et autres travaux valorisés, ainsi qu'une prime au brevet d'invention).

Les ETABLISSEMENTS s'engagent à fournir, sur demande de l'UNIVREN, une copie des cahiers de laboratoire de leurs personnels ayant contribué aux RESULTATS.

ARTICLE 4 - REVENUS D'EXPLOITATION

4.1 PRINCIPE DU DROIT A RETOUR FINANCIER

Après prélèvements des montants dus au gestionnaire de la valorisation conformément à l'article 4.3.1 ci-dessous ou à l'article 4.3.2 ci-dessous selon la situation applicable, les textes en vigueur prévoient que les REVENUS D'EXPLOITATION sont ventilés entre les inventeurs/auteurs et les bénéficiaires des REVENUS D'EXPLOITATION dans des proportions définies par lesdits textes.

Aussi, sous réserve du respect de ce qui est précisé dans le paragraphe ci-dessus, les Parties conviennent que chaque PARTIE peut avoir droit à un retour financier sur les REVENUS D'EXPLOITATION selon les principes de calcul précisés dans l'article 4.2 ci-dessous.

4.2 PRINCIPES DE CALCUL DU RETOUR FINANCIER

Les Parties conviennent que les principes de calcul du droit à retour financier sur les REVENUS D'EXPLOITATION seront les suivants :

- l'UNIVREN et les tutelles non-composantes de l'UNIVREN définies comme copropriétaires en application (i) de la déclaration d'invention et/ou (ii) le cas échéant de la ou des CONVENTION(S)-CADRE(S) concernées et en vigueur à la date de dépôt du RESULTAT auprès des organismes d'enregistrement ou de dépôt des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE seront les copropriétaires du RESULTAT (ci-après les « COPROPRIETAIRES ») ; les ETABLISSEMENTS propriétaires ou copropriétaires en application i) de la déclaration d'invention et/ou (ii) le cas échéant conformément à la ou les CONVENTION(S)-CADRE(S) concernées seront ayants-droits aux RETOURS FINANCIERS (ci-après les « AYANTS-DROITS ») ;
- la quote-part de copropriété de l'UNIVREN est égale à l'addition des quotes-parts des AYANTS-DROITS en tant que tutelle et/ou employeur et de la quote-part de l'UNIVREN en tant que tutelle et/ou employeur fixées en fonction des quotes-parts inventives indiquées (i) dans la DI et/ou (ii) le cas échéant des principes de répartition des quotes-parts de copropriété définies dans la ou les CONVENTION(S) CADRE(S) concernées et en vigueur à la date de dépôt du RESULTAT auprès des organismes d'enregistrement ou de dépôt des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ;
- la quote-part de copropriété des tutelles non-composantes de l'UNIVREN copropriétaires en application (i) de la déclaration d'invention et/ou (ii) le cas échéant de la ou des CONVENTION(S) CADRE(S) concernées (ci-après les « TUTELLES EXTERNES ») est fixée en fonction des quotes-parts inventives indiquées (i) dans la DI et/ou (ii) le cas échéant des principes de répartition des quotes-parts de copropriété définies dans la ou les CONVENTION(S)-CADRE(s) concernée(s) et en vigueur à la date de dépôt du RESULTAT auprès des organismes d'enregistrement ou de dépôt des DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, le RETOUR FINANCIER des TUTELLES EXTERNES sera calculé à hauteur de cette quote-part ;

- sur la part du RETOUR FINANCIER de l'UNIVREN, la répartition du RETOUR FINANCIER entre les AYANTS-DROITS et l'UNIVREN se fera à proportion de la quote-part inventive/intellectuelle de leurs inventeurs/auteurs déclarés dans la déclaration d'invention.

Un document synthétisant la quote-part des RETOURS FINANCIERS des AYANTS-DROITS et de l'UNIVREN sera diffusé aux AYANTS-DROITS concernés et à l'UNIVREN. En cas de difficulté sur ce document de synthèse, le Comité de Coordination sera saisi conformément à l'article 5 ci-dessous. Par exemple, suite à la décision de dépôt lors du C2I, la SATT OUEST VALORISATION intégrera ces éléments au Compte-rendu de décision. L'UNIVREN sera par ailleurs désignée dans le règlement de copropriété par propriétaire ou copropriétaire (s'il y a d'autres parties propriétaires du RESULTAT).

Le modèle de règlement de copropriété simplifié applicable aux Parties est précisé en annexe 1 du présent accord.

4.3 MODELE DE REPARTITION

4.3.1 En l'absence d'INVESTISSEMENT de la SATT OUEST VALORISATION

Dans le cas où la SATT OUEST VALORISATION ne réalise pas d'INVESTISSEMENT sur les RESULTATS, les Parties conviennent que les REVENUS D'EXPLOITATION perçus par le MANDATAIRE PI seront répartis de la manière suivante :

- a) Remboursement des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE engagés par le MANDATAIRE PI à compter de la date d'effet, ou le cas échéant, l'UNIVREN, les ETABLISSEMENTS ou les autres copropriétaires publics,
- b) Sur le solde après a), intéressement des inventeurs/auteurs par leurs employeurs respectifs,
- c) Sur le solde après a), part forfaitaire du MANDATAIRE PI – si applicable

Sur le solde restant :

- d) Répartition de la somme restante entre les COPROPRIETAIRES et AYANT-DROITS selon les principes fixés à l'article 4.2 ci-dessus,
- e) Part Laboratoire(s) par les Parties et autres copropriétaires publics, si applicable.

Il est entendu que dans cette hypothèse, la SATT OUEST VALORISATION percevra les RETOURS FINANCIERS du mandataire PI dus aux PARTIES et assurera leur redistribution conformément aux accords entre l'UNIVREN et la SATT OUEST VALORISATION.

4.3.2 Cas d'INVESTISSEMENT de la SATT OUEST VALORISATION

Dans le cas où la SATT OUEST VALORISATION réalise des INVESTISSEMENTS sur un RESULTAT, le schéma de répartition des revenus appliqué par le MANDATAIRE PI avec la SATT OUEST VALORISATION est celui prévu à l'accord-cadre signé entre le MANDATAIRE PI et la SATT OUEST VALORISATION conformément à l'article D533-12 du Code de la recherche en tenant compte du droit à retour financier des AYANTS-DROITS et de l'UNIVREN tel que stipulé dans l'article 4.2 ci-dessus et le versement des revenus par la SATT OUEST VALORISATION se fera conformément audit accord-cadre ou toute clause d'un règlement de copropriété qui s'y substituerait étant entendu qu'en cas de mise en place d'un règlement de copropriété simplifié, il sera établi conformément à celui annexé au présent accord.

ARTICLE 5 – ORGANISATION DES PARTIES POUR LE SUIVI DE L'ACCORD

Aux fins de suivi de la bonne exécution du présent accord et de préserver les intérêts de chaque

PARTIE, les PARTIES conviennent de constituer un comité composé des Vice-Présidents et Directeurs de la Recherche de chaque PARTIE (ou de leurs représentants) (ci-après « le Comité de Coordination ») qui se réunira au plus tard dans les quinze jours sur demande de l'une des PARTIES afin de traiter un problème d'exécution du présent accord sur l'un des points suivants :

- concernant les DECLARATIONS d'INVENTION sur lesquelles les AYANTS-DROITS auraient besoin d'être convenus compte tenu du contexte d'obtention du RESULTAT ou du fait de l'absence de CONVENTION-CADRE sur l'UNITE concernée ;
- pour prendre une décision d'abandon de la protection d'un RESULTAT des AYANTS-DROITS et de l'UNIVREN ;
- de toute décision de cession d'un RESULTAT.

Dans le cas où les membres du Comité de Coordination ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'un des points mentionnés ci-dessus, les Directeurs et les Présidents des PARTIES seront réunis pour trancher le point en question à la demande du Responsable de l'action 6 du PUI de Rennes ou tout autre responsable qui viendrait s'y substituer et/ou à la demande de la SATT OUEST VALORISATION.

ARTICLE 6 – APPLICABILITE/ COMMUNICATION DE L'ACCORD

6.1 Le présent accord entre en vigueur à compter de sa date de signature par toutes les Parties (ci-avant et ci-après la « DATE DE SIGNATURE ») et s'appliquera à tout RESULTAT dont la date de dépôt est la DATE DE SIGNATURE ou est postérieure à la DATE DE SIGNATURE (ci-après le « NOUVEAU RESULTAT ») pour toute la durée de protection d'un DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ou toute la durée pendant laquelle un SAVOIR-FAIRE est maintenu secret.

Il est entendu que le présent accord prévaut, uniquement concernant son objet, sur tout accord antérieur signé engageant une PARTIE, traitant notamment de la propriété d'un nouveau RESULTAT et ne remet pas en cause les dépôts ayant été réalisés avant la signature du présent accord.

6.2 De nouvelles parties pourront être intégrées à l'UNIVREN, dans ce cas elles ne pourront intégrer l'UNIVREN qu'à la condition d'adhérer au présent accord via la signature de l'Annexe 2 sans qu'il soit nécessaire que les PARTIES au présent accord aient signé l'Annexe 2 ce qu'elles approuvent expressément en signant le présent accord.

6.3 Dans l'hypothèse où un ETABLISSEMENT ne serait plus composante de l'UNIVREN, le présent accord ne s'appliquera plus à tout RESULTAT dont cet ETABLISSEMENT serait copropriétaire et généré à compter de sa date de sortie de l'UNIVREN, étant entendu qu'avant ladite date de sortie ledit ETABLISSEMENT s'engage à respecter l'ensemble des termes du présent accord notamment sur tout RESULTAT généré avant sa date de sortie ce qui inclut que les dépôts réalisés avant cette date de sortie et les copropriétaires prévus en application du présent accord ne pourront être remis en cause par tout ETABLISSEMENT sortant de l'UNIVREN.

6.4 Des tiers au présent accord pourront donner leur accord pour se voir appliquer le présent accord à la condition d'adhérer au présent accord via la signature de l'Annexe 2 sans qu'il soit nécessaire que les PARTIES au présent accord aient signé l'Annexe 2 ce qu'elles approuvent expressément en signant le présent accord.

6.5 Les Parties conviennent que cet accord peut être communiqué à tout tiers pour la gestion, la protection, la valorisation d'un nouveau RESULTAT et pour l'activité contractuelle des PARTIES.

ARTICLE 7 – RESILIATION

7.1 Résiliation en cas de dissolution ou remplacement de l'UNIVREN

Sauf accord contraire signé entre les parties concernées, les PARTIES conviennent que le présent accord est résilié de plein droit et sans recours à toute autorité judiciaire par l'une des PARTIES, à la date de l'un des événements suivants : dissolution de l'UNIVREN et/ou remplacement de l'UNIVREN par une nouvelle personne morale.

7.2 Résiliation en cas d'inexécution

L'Accord peut être résilié de plein droit uniquement à l'égard de l'ETABLISSEMENT défaillant et sans recours à toute autorité judiciaire par les PARTIES non défaillantes en cas d'inexécution par un ETABLISSEMENT d'obligations présentes dans les articles 3 et 4.

Après obtention de l'accord préalable des PARTIES non défaillantes dans le cadre du Comité de Coordination, la résiliation uniquement à l'égard de l'ETABLISSEMENT défaillant devient effective :

- trois (3) mois après l'envoi par l'UNIVREN, d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ETABLISSEMENT défaillant exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai l'ETABLISSEMENT défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

ARTICLE 8 – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les PARTIES conviennent que les signatures électroniques, au sens du règlement européen No 910/2014 dit « règlement eIDAS » du 23 juillet 2014 ont la même valeur juridique et la même force probante que les signatures manuscrites originales, et qu'en cas de litige ou de réclamation né(e) du présent accord, chacune des PARTIES renonce par les présentes au droit d'invoquer toute défense et/ou renonciation fondée sur la signature du présent accord.

Chaque exemplaire signé électroniquement est également admissible en preuve et lie pleinement chaque PARTIE qui l'a signé. Après signature électronique du présent accord par les PARTIES, il est entendu que le certificat de réalisation des signatures électroniques est transmis par la PARTIE initiatrice du circuit de signature électronique aux autres PARTIES.

Fait par signature électronique,

Pour L'UNIVERSITE DE RENNES

Monsieur David ALIS
Président

Pour L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE RENNES

Madame Audrey SORIC
Directrice

Pour L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES

Monsieur Pascal MOGNOL
Président

Pour L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE RENNES

Monsieur Vincent BRUNIE
Directeur

Pour L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE

Madame Isabelle RICHARD
Directrice

SCIENCES PO RENNES,

Monsieur Pablo DIAZ
Directeur

ANNEXE 1 : MODELE DE REGLEMENT DE COPROPRIETE SIMPLIFIE

**REGLEMENT DE COPROPRIETE SIMPLIFIE
VALANT MANDAT ENTRE PERSONNES PUBLIQUES
CONFORMEMENT A L'ARTICLE L533-1 DU CODE DE LA RECHERCHE**

Réf contrat CNRS :

Réf contrat SATT : DV

**COPROPRIETE DE BREVET, LOGICIEL, SAVOIR-FAIRE
ENTRE PERSONNES PUBLIQUES**

COPROPRIETAIRE MANDATAIRE UNIQUE	Adresse de notification
<p>Copropriétaire 1 [Nom et adresse du Copropriétaire mandataire unique]</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>(le « Mandataire Unique ») Référence dossier (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et articles R532-1 et suivants du code de la recherche): <input type="checkbox"/>Oui <input type="checkbox"/>Non</p>	<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Mail : _____</p> <p>Coordonnées bancaires : _____</p>
COPROPRIETAIRES (ajouter autant de cases que de copropriétaires)	
Nom et adresse des copropriétaires	Adresses de notification
<p>Copropriétaire 2 [Nom et adresse du Copropriétaire]</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Référence dossier (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et articles R532-1 et suivants du code de la recherche) : <input type="checkbox"/>Oui <input type="checkbox"/>Non</p>	<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Mail : _____</p> <p>Coordonnées bancaires : _____</p>
<p>Copropriétaire 3 [Nom et adresse du Copropriétaire]</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Référence(s) dossier(s) (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : _____</p> <p>Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et articles R532-1 et suivants du code de la recherche): <input type="checkbox"/>Oui <input type="checkbox"/>Non</p>	<p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>Mail : _____</p> <p>Coordonnées bancaires : _____</p>
DUREE	<p>Date d'effet : le _____</p> <p>Fin : Jusqu'à la fin de l'exercice des missions du _____</p>

	<p>MANDATAIRE UNIQUE prévues par le Code de la Recherche.</p> <p>Savoir-Faire : Les DISPOSITIONS du présent règlement de copropriété simplifié sont applicables au SAVOIR-FAIRE tant qu'au moins une partie du SAVOIR-FAIRE reste confidentielle.</p> <p>Les dispositions du règlement de copropriété sont applicables aux successeurs en droit des COPROPRIETAIRES.</p>
DISPOSITIONS APPLICABLES	<ul style="list-style-type: none"> - Articles L613-29 e) à L613-31 du Code de la propriété intellectuelle dans sa version en vigueur au jour du présent règlement de copropriété - Articles R611-12 à R611-14-1 du Code de la propriété intellectuelle dans sa version en vigueur au jour du présent règlement de copropriété - Articles 1224 à 1230 du Code civil - L'Article L.533-1 du code de la recherche, les articles D533-2 et suivants du code de la recherche, et les textes d'application en vigueur au moment de la signature du règlement de copropriété.
Obligations du MANDATAIRE UNIQUE	Dans le cadre de son mandat, le MANDATAIRE UNIQUE devra respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui s'imposent à lui en vigueur à la date du mandat.
FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	Prise en charge en intégralité par le MANDATAIRE UNIQUE conformément aux dispositions de l'Article D533-13 du Code de la Recherche et de l'arrêté du 5 mai 2021 relatif aux modalités de prise en charge des frais engagés par le mandataire unique.
Part forfaitaire du MANDATAIRE UNIQUE	<input type="checkbox"/> 20% <input type="checkbox"/> 8 % <input type="checkbox"/> 0 % en cas de transfert des missions à la SATT :
Part laboratoire	<input type="checkbox"/> A cocher si applicable par tous les COPROPRIETAIRES, préciser les modalités : Ou appliquée par : <input type="checkbox"/> Copropriétaire 1, préciser les modalités : <input type="checkbox"/> Copropriétaire 2, préciser les modalités :
Contexte contractuel	<input checked="" type="checkbox"/> Accord-Cadre en vigueur entre le MANDATAIRE UNIQUE et la SATT à la date d'effet du présent règlement de copropriété : <input type="checkbox"/> Convention de coopération N°2 Ref. 2022_00631 <input type="checkbox"/> Accord-Cadre SATT/CNRS Ref . 2013_01051 <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Accord d'attribution de droits de propriété intellectuelle des unités de recherche Université de Rennes N° 2023_00607 <input type="checkbox"/> Licence SATT-MANDATAIRE UNIQUE : <input type="checkbox"/> Règlement de copropriété : entre le MANDATAIRE

	<p>UNIQUE et tiers industriel/académique étranger</p> <p>_____</p> <p><input type="checkbox"/> Convention de maturation : _____</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____</p> <p>[Préciser la référence des contrats]</p>
Contrats attachés / Droits de tiers	<p><input type="checkbox"/> Collaboration avec un tiers _____</p> <p><input type="checkbox"/> Contrat/consortium européen _____</p> <p><input type="checkbox"/> Subvention _____</p> <p><input type="checkbox"/> Aide à l'innovation BPI _____</p> <p><input type="checkbox"/> Licence libre ou open source _____</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____</p> <p><input type="checkbox"/> Néant</p> <p>[Préciser la référence des contrats et les droits des tiers]</p>
REVENUS D'EXPLOITATION	<p>Par « REVENUS D'EXPLOITATION » on entend toutes sommes de toute nature perçues au titre de toute exploitation, hors collaboration de recherche, des BREVETS/LOGICIEL/SAVOIR-FAIRE, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sommes forfaitaires, - les minima garantis, - les redevances et toute somme de même nature - les revenus versés au MANDATAIRE UNIQUE, suite à une conciliation ou une action en justice à l'encontre d'un contrefacteur des BREVETS/LOGICIEL/SAVOIR-FAIRE, déduction faite des frais de procédure, y compris les frais d'avocat, engagés. <p>Les REVENUS D'EXPLOITATION perçus par le MANDATAIRE UNIQUE seront répartis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Remboursement des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE engagés par le MANDATAIRE UNIQUE à compter de la date d'effet, ou le cas échéant, les COPROPRIETAIRES, b) Sur le solde après a), intéressement des inventeurs/auteurs par leurs employeurs respectifs, c) Sur le solde après a), part forfaitaire du MANDATAIRE UNIQUE – si applicable <p>Sur le solde restant :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) Répartition de la somme restante entre les COPROPRIETAIRES à hauteur de leur quote-part respective, e) Part Laboratoire(s) par les Copropriétaires, si applicable.
Schéma de répartition SATT (le cas échéant)	<p>Le Schéma de répartition des revenus appliqué par le MANDATAIRE UNIQUE avec la SATT est celui prévu à l'Accord-Cadre précisé dans la partie « contexte contractuel » à savoir :</p>

Comptabilité		<p>Le MANDATAIRE UNIQUE communique chaque année un état signé par le représentant légal des REVENUS D'EXPLOITATION perçus comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, les FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE engagés - le total des REVENUS D'EXPLOITATION perçus par le MANDATAIRE UNIQUE pour l'année considérée, et le cas échéant le détail des REVENUS D'EXPLOITATION versés par la SATT au MANDATAIRE UNIQUE, - les sommes dues par le MANDATAIRE UNIQUE aux Copropriétaires, avec la part revenant aux INVENTEURS. <p>Au vu de cet état les Copropriétaires établiront une facture détaillée indiquant le montant dû par le MANDATAIRE UNIQUE.</p> <p>Le MANDATAIRE UNIQUE peut déléguer à la SATT les obligations de la présente clause de comptabilité.</p>		
<p align="center">BREVET <input type="checkbox"/> A cocher si applicable</p> <p>ainsi que les extensions à l'étranger de la (des) demande(s) de brevet ci-dessus citée(s), les brevets français et étrangers correspondant à ces demandes, et notamment les brevets correspondants ainsi que les réissues, les re-examinations et les extensions y afférentes</p>				
Titre du BREVET / de l'invention (si demande pas déposée)				
Information sur les BREVETS (si déposés)		Date de dépôt prioritaire	Numéro de dépôt prioritaire	Pays dépôt prioritaire
Inventeurs (ajouter autant de lignes que d'inventeurs)	Nom, prénom	Employeur au moment de l'invention	Unité	Part inventive
QUOTE-PART de copropriété des COPROPRIETAIRES		[Nom du ou des Copropriétaires] : __% [Nom du ou des Copropriétaires] : __%		
<p align="center">LOGICIEL <input type="checkbox"/> A cocher si applicable</p>				
Titre du LOGICIEL				
Identification du LOGICIEL		<i>[Rédiger un résumé d'une description du logiciel et, le cas échéant, annexer une copie du certificat IDDN]</i>		
Auteurs (ajouter autant de lignes que d'auteurs)	Nom, prénom	Employeur au moment de la contribution	Unité	Pourcentage de contribution

QUOTE-PART de copropriété des COPROPRIETAIRES	[Nom du ou des Copropriétaires] : __% [Nom du ou des Copropriétaires] : __%			
SAVOIR-FAIRE <input type="checkbox"/> A cocher si applicable				
Titre du SAVOIR-FAIRE				
Identification du SAVOIR-FAIRE	[Décrire le savoir-faire en annexe]			
Contributeurs (ajouter autant de lignes que de contributeurs)	Nom, prénom	Employeur au moment de la contribution	Unité	Pourcentage de contribution
QUOTE-PART de copropriété des COPROPRIETAIRES	[Nom du ou des Copropriétaires] : __% [Nom du ou des Copropriétaires] : __%			
Confidentialité	Les COPROPRIETAIRES s'engagent à respecter et maintenir confidentiel le SAVOIR-FAIRE et faire respecter cette obligation à leur personnel et toute autre personne attachée à leur service ou tiers cocontractant.			
CONDITIONS SPECIFIQUES				
AMELIORATION	<p>Les COPROPRIETAIRES sont d'accord pour soumettre les AMELIORATIONS au présent règlement de copropriété :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>On entend par AMELIORATIONS toute invention brevetable :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) réalisée par au moins l'un des Inventeurs des BREVETS protégeant l'invention objet du présent règlement de copropriété simplifié, (ii) au sein des équipes de l'unité/des unités à laquelle/auxquelles appartiennent les Inventeurs des BREVETS protégeant l'invention objet du présent règlement de copropriété simplifié de sorte que les COPROPRIETAIRES de l'AMELIORATION soient les mêmes que ceux des BREVETS protégeant l'invention objet du présent règlement de copropriété simplifié, (iii) ne pouvant être exploitée à la date du premier dépôt d'une demande de brevet sur l'AMELIORATION sans reproduction d'au moins une des revendications d'un des BREVETS protégeant l'invention objet du présent règlement de copropriété simplifié, (iv) créée dans une période de 24 mois suivants la date du premier dépôt du premier BREVET. <p>Les COPROPRIETAIRES reconnaissent que ces conditions</p>			

	<p>sont cumulatives.</p> <p>L'existence d'AMELIORATIONS est constatée par avenant au présent règlement de copropriété simplifié.</p> <p>Les COPROPRIETAIRES conviennent que les brevets sur les AMELIORATIONS seront soumis aux DISPOSITIONS du présent règlement de copropriété simplifié, sous réserve des droits de tiers, pour la durée des brevets portant sur les AMELIORATIONS.</p> <p>Le MANDATAIRE UNIQUE s'efforcera de valoriser de tels brevets portant sur des AMELIORATIONS conjointement avec les BREVETS protégeant l'invention objet du présent règlement de copropriété simplifié.</p>
LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION	<p>Les COPROPRIETAIRES sont d'accord pour soumettre les AMELIORATIONS au présent règlement de copropriété :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>On entend par LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION tout logiciel :</p> <p>(i) créé par au moins l'un des Auteurs du LOGICIEL objet du présent règlement de copropriété simplifié,</p> <p>(ii) au sein des équipes de l'unité/des unités à laquelle/auxquelles appartiennent les Auteurs du LOGICIEL objet du présent règlement de copropriété simplifié, de sorte que les COPROPRIETAIRES de l'AMELIORATION soient les mêmes que ceux du LOGICIEL objet du présent règlement de copropriété simplifié,</p> <p>(iii) à la date considérée, ne pouvant être exploité sans reproduction d'au moins une partie du LOGICIEL objet du présent règlement de copropriété simplifié, comme, par exemple, toute nouvelle version du LOGICIEL constituant une œuvre dérivée du LOGICIEL du fait de la modification de son code source par l'ajout de nouvelles fonctionnalités ou sans ajout de nouvelles fonctionnalités (traduction, réécriture). ou constituant une œuvre composite (ajout(s) de nouveaux modules ou composant(s) logiciels).</p> <p>(iv) créé dans une période de 24 mois suivants la date du premier dépôt du premier LOGICIEL.</p> <p>Les COPROPRIETAIRES reconnaissent que ces conditions sont cumulatives.</p> <p>L'existence d'un LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION est constatée par avenant au présent règlement de copropriété simplifié.</p> <p>Les COPROPRIETAIRES conviennent que tout LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION sera soumis aux DISPOSITIONS du présent règlement de copropriété</p>

	<p>simplifié, sous réserve de droits de tiers.</p> <p>Le MANDATAIRE UNIQUE s'efforcera de valoriser le LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION conjointement avec le LOGICIEL objet du présent règlement de copropriété simplifié.</p>
Utilisation à des fins de recherche	<p>Les COPROPRIETAIRES sont libres d'utiliser gratuitement les BREVETS, LOGICIELS et le SAVOIR-FAIRE à des fins de recherche directement ou avec des tiers.</p>
Marque et dénomination sociale	<p>Le mandat n'emporte aucun droit d'utilisation des dénominations sociales ou marques du COPROPRIETAIRE mandant, à quelque fin que ce soit, sans autorisation préalable expresse et écrite de celui-ci.</p>
Cession	<p>Les COPROPRIETAIRES sont d'accord pour autoriser le MANDATAIRE UNIQUE à céder le BREVET/LOGICIEL à un tiers, dans les conditions cumulatives prévues ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le MANDATAIRE UNIQUE saisira chaque fois que nécessaire le fonctionnaire de sécurité défense de son établissement conformément à la réglementation applicable aux COPROPRIETAIRES ;- Le MANDATAIRE UNIQUE tiendra compte de tous les contrats antérieurement conclus sur le titre afin notamment de vérifier que la cession ne contrevient pas à des obligations de non concurrence ou de garantie d'éviction. Pour ce faire, il lui appartient de faire la demande d'information aux COPROPRIETAIRES ;- Le MANDATAIRE UNIQUE peut définir les prix, charges et conditions qu'il considère conforme aux pratiques du marché et non constitutive d'aide d'Etat ;- Le MANDATAIRE UNIQUE s'engage à négocier dans l'acte de cession, une licence d'utilisation à des fins de recherche seuls ou avec des tiers. La licence doit intervenir aux conditions suivantes :<ul style="list-style-type: none">• A titre gratuit,• Au profit de l'ensemble des COPROPRIETAIRES,• Quel que soit le titulaire du titre (cessionnaire et repreneur successif),• Pour toute la durée des droits de protection associée aux droits cédés.- Le MANDATAIRE UNIQUE s'engage à négocier un droit de préemption sur le BREVET/LOGICIEL/SAVOIR-FAIRE en cas de liquidation judiciaire du cessionnaire. Il s'assure

	<p>par ailleurs de la solvabilité et de la situation financière du futur cessionnaire.</p> <p>L'acte de cession couvre le transfert du droit de propriété, de l'action en contrefaçon, du droit de priorité – si applicable, mais n'emporte aucun droit sur les AMELIORATIONS au profit du cessionnaire.</p>
Prise de participation	<p>Le MANDATAIRE UNIQUE ne peut ni prendre des parts au capital d'un exploitant au nom et pour le compte du COPROPRIETAIRE mandant, ni convertir des revenus issus de l'exploitation qui lui sont dû pour le compte des COPROPRIETAIRES, en parts au capital de l'exploitant, sans autorisation préalable expresse et écrite du COPROPRIETAIRE mandant.</p>
Action en justice	<p>Les COPROPRIETAIRES se tiendront mutuellement informés de toute action en cas de contrefaçon potentielle des BREVETS et LOGICIELS et, le cas échéant, des AMELIORATIONS sur ceux-ci ou divulgation ou exploitation non autorisée du SAVOIR-FAIRE. Les COPROPRIETAIRES se concertent afin de déterminer d'un commun accord la conduite à tenir.</p> <p>Le MANDATAIRE UNIQUE informera les COPROPRIETAIRES des diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable de tout litige.</p>

Fait par signature électronique

Les Parties conviennent que les signatures électroniques, au sens du règlement européen N° 910/2014, dit « règlement eIDAS » du 23 juillet 2014, ont la même valeur juridique et la même force probante que les signatures manuscrites originales, et qu'en cas de litige ou de réclamation né(e) de ce règlement de copropriété simplifié, chacune des Parties renonce par les présentes au droit d'invoquer toute défense et/ou renonciation fondée sur la signature du règlement de copropriété simplifié par signature électronique.

Chaque exemplaire signé électroniquement est également admissible en preuve et lie pleinement chaque Partie qui l'a signé.

Après signature électronique du règlement de copropriété simplifié par toutes les Parties, il est entendu que le certificat de réalisation des signatures électroniques est transmis par la Partie initiatrice du circuit de signature électronique à toutes les autres Parties.

[Ajouter autant de lignes que de signataires]

Copropriétaire 1

Représenté par _____

Copropriétaire 2

Représenté par _____

Annexe 1 – Modèle AVENANT AMELIORATION A UNE INVENTION

L'objet du présent avenant est d'amender le règlement de copropriété simplifié afin d'étendre ses termes à l'AMELIORATION ci-après identifiée. Les COPROPRIETAIRES conviennent ainsi que l'ensemble des dispositions du règlement de copropriété simplifié s'applique à compter de la signature du présent avenant à l'AMELIORATION.				
Référence contrat du règlement de copropriété simplifié				
Référence, le cas échéant, de la nouvelle déclaration d'invention				
Information sur l'AMELIORATION (si déposés)	Date de dépôt prioritaire	Numéro de dépôt	Pays dépôt prioritaire	
Inventeurs (ajouter autant de lignes que d'inventeurs)	Nom, prénom	Employeur au moment de l'invention	Unité	Part inventive
QUOTE-PART des COPROPRIETAIRES	[Nom du ou des Copropriétaires] : __% [Nom du ou des Copropriétaires] : __%			
Contrats attachés/Droits de tiers	<input type="checkbox"/> Collaboration avec un tiers _____ <input type="checkbox"/> Contrat/consortium européen _____ <input type="checkbox"/> Subvention _____ <input type="checkbox"/> Aide à l'innovation BPI _____ <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____ <input type="checkbox"/> Néant [Préciser la référence des contrats et les droits des tiers]			
Fait par signature électronique				
Les Parties conviennent que les signatures électroniques, au sens du règlement européen N° 910/2014, dit « règlement eIDAS » du 23 juillet 2014, ont la même valeur juridique et la même force probante que les signatures manuscrites originales, et qu'en cas de litige ou de réclamation né(e) de cet avenant, chacune des Parties renonce par les présentes au droit d'invoquer toute défense et/ou renonciation fondée sur la signature de l'avenant par signature électronique. Chaque exemplaire signé électroniquement est également admissible en preuve et lie pleinement chaque Partie qui l'a signé. Après signature électronique de l'avenant par toutes les Parties, il est entendu que le certificat de réalisation des signatures électroniques est transmis par la Partie initiatrice du circuit de signature électronique à toutes les autres Parties.				
[Ajouter autant de lignes que de signataires]				
Copropriétaire 1 Représenté par _____				
Copropriétaire 2 Représenté par _____				

Annexe 2 – Modèle AVENANT LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION

<p>L'objet du présent avenant est d'amender le règlement de copropriété simplifié afin d'étendre ses termes au LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION ci-après identifiée.</p> <p>Les COPROPRIETAIRES conviennent ainsi que l'ensemble des dispositions du règlement de copropriété simplifié s'applique à compter de la signature du présent avenant au LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION.</p>				
Référence du règlement de copropriété initial				
Référence, le cas échéant, de la nouvelle déclaration de logiciel				
Identification du LOGICIEL CONSTITUANT UNE AMELIORATION		[Rédiger un résumé d'une description du logiciel et, le cas échéant, annexer une copie du certificat IDDN]		
Auteurs (ajouter autant de lignes que d'auteurs)	Nom, prénom	Employeur au moment de la contribution	Unité	Part de contribution
QUOTE-PART des COPROPRIETAIRES		[Nom du ou des Copropriétaires] : __% [Nom du ou des Copropriétaires] : __%		
Contrats attachés/Droits de tiers		<input type="checkbox"/> Collaboration avec un tiers _____ <input type="checkbox"/> Contrat/consortium européen _____ <input type="checkbox"/> Subvention _____ <input type="checkbox"/> Aide à l'innovation BPI _____ <input type="checkbox"/> Licence libre ou open source _____ <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : _____ <input type="checkbox"/> Néant [Préciser la référence des contrats et les droits des tiers]		
Fait par signature électronique <p>Les Parties conviennent que les signatures électroniques, au sens du règlement européen N° 910/2014, dit « règlement eIDAS » du 23 juillet 2014, ont la même valeur juridique et la même force probante que les signatures manuscrites originales, et qu'en cas de litige ou de réclamation né(e) de cet avenant, chacune des Parties renonce par les présentes au droit d'invoquer toute défense et/ou renonciation fondée sur la signature de l'avenant par signature électronique.</p> <p>Chaque exemplaire signé électroniquement est également admissible en preuve et lie pleinement chaque Partie qui l'a signé.</p> <p>Après signature électronique de l'avenant par toutes les Parties, il est entendu que le certificat de réalisation des signatures électroniques est transmis par la Partie initiatrice du circuit de signature électronique à toutes les autres Parties.</p>				
[Ajouter autant de lignes que de signataires]				
Copropriétaire 1 Représenté par _____				
Copropriétaire 2 Représenté par _____				

**ANNEXE 2 : FORMULAIRE D'ACCESSION A L'ACCORD D'ATTRIBUTION DE DROITS DE PROPRIETE
INTELLECTUELLE DES UNITES DE RECHERCHE UNIVERSITE DE RENNES N° 2023_00607 EN DATE DU XXXXXXX**

L'UNIVERSITE DE RENNES

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel expérimental
dont le siège est Campus de Beaulieu, Bâtiment 1 A, 263 avenue du Général Leclerc, CS 74205 -
35042 RENNES.

n° SIRET 130 030 513 00019, code APE : 8542Z

représentée par son Président , Monsieur David ALIS

Ci-après désignée par « l'UNIVREN »

Pour son compte et pour le compte des ETABLISSEMENTS tels que définis dans l'accord référencé ci-dessus

ET

[NOM DE L'ETABLISSEMENT]

Etablissement Public XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

dont le siège est situé XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

N° SIREN XXXXXXXXXXX, Code XXXXXXXX,

représentée par XXXXXXXXXXX, XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Ci-après désignée par « XXXXXXXX »

XXXXXXXX accepte et est d'accord pour devenir une partie à l'accord référencé ci-dessus dont une copie est annexée au présent formulaire à compter de la dernière date de signature du présent formulaire.

L'UNIVREN confirme son accord sur l'adhésion de XXXXXXXX à l'accord référencé ci-dessous et annexé au présent formulaire.

XXXXXX et l'UNIVREN conviennent que les signatures électroniques, au sens du règlement européen N° 910/2014, dit « règlement eIDAS » du 23 juillet 2014, ont la même valeur juridique et la même force probante que les signatures manuscrites originales, et qu'en cas de litige ou de réclamation né(e) de ce formulaire, chacune de ces parties renonce par les présentes au droit d'invoquer toute défense et/ou renonciation fondée sur la signature du présent formulaire par signature électronique. Chaque exemplaire signé électroniquement est également admissible en preuve et lie pleinement chaque partie qui l'a signé. Après signature électronique du formulaire par les deux parties, il est entendu que le certificat de réalisation des signatures électroniques est transmis par la partie initiatrice du circuit de signature électronique à toutes les autres parties.

Fait par signature électronique

Pour l'UNIVREN

Pour XXXXXXXX